

Strasbourg, le 16 juin 2004

**RAPPORT
DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Objet : **Installations classées pour la protection de l'environnement**
Société Alsacienne d'Aluminium (S.A.A.) à SÉLESTAT
Pollution des eaux souterraines par de l'acétate d'éthyle et de l'éthanol.

P.J. : Projet d'arrêté complémentaire

La Société Alsacienne d'Aluminium (S.A.A.) exploite à SÉLESTAT des installations de fabrication de complexes d'emballage souples, alimentaires et pharmaceutiques.

Lors d'une campagne de contrôle des eaux souterraines effectuée en novembre 2003 en application de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2002 réglementant les installations, des teneurs de 230 g/l d'acétate d'éthyle et de 390 g/l d'éthanol avaient été mesurées dans le piézomètre S4, situé dans la partie aval des terrains de la SAA.

Les services de la DRIRE ont en été informés le 16 mars dernier. La SAA a alors indiqué avoir procédé à l'identification et à la suppression de la source de pollution (fuite sur une canalisation de transport).

Le 18 mars un nouveau prélèvement a confirmé la présence de l'acétate d'éthyle à une teneur très élevée de 10 g/l.

Considérant l'apparition relativement récente de la pollution et la nécessité de préserver la ressource en eau que constitue la nappe phréatique, la DRIRE a demandé à l'exploitant, par courrier en date du 29 avril 2004,

- de procéder, sans autre délai que techniquement nécessaire et en tout état de cause *avant un mois*, à la mise en place d'un système de pompage permettant de fixer et contenir cette pollution à l'intérieur du site,
- de la tenir informée de la date de mise en œuvre de ce dispositif, de préciser le cône de rabattement, le débit de pompage, les modalités de gestion des eaux prélevées et l'extension du panache de pollution,
- de lui rendre compte des mesures correctives et préventives qui ont été prises sur l'installation à l'origine de la pollution,
- de réaliser un diagnostic approfondi de cette zone de pollution afin de mettre en œuvre, au delà des dispositions d'urgence précédemment évoquées, les mesures correctives les plus appropriées.

Je constate à ce jour que le dispositif de fixation de la pollution n'a pas été mis en œuvre. Par ailleurs la concentration d'acétate d'éthyle mesurée au mois de mai sur le piézomètre S4 s'élevait encore à 5,5 g/l, celle de l'éthanol à 2,8 g/l.

En conséquence, je vous propose de reprendre dans un arrêté complémentaire les demandes faites à la SAA par le courrier du 29 avril 2004 avec l'échéance du 31 juillet 2004 pour les 3 premiers points et du 30 septembre 2004 pour le dernier point.